

Écrit par le 18 avril 2026

La Communauté de communes des Sorgues du Comtat innove avec une future station de production d'hydrogène vert



« Je crois que l'eau sera un jour employée comme combustible, que l'hydrogène et l'oxygène qui la constituent, fourniront une source de chaleur et de lumière inépuisables que la houille ne saurait avoir »...

C'est Jules Verne qui écrivait ces lignes en 1874 dans « L'île mystérieuse », une phrase reprise par le préfet de Vaucluse lors de la présentation, lundi matin à Monteux, d'un protocole co-signé par la [société Hynoé](#) (spécialisée dans le développement de solutions de production d'électricité et d'hydrogène renouvelable).

Ecrit par le 18 avril 2026

Auparavant, le dynamique président de la collectivité et maire de Monteux, [Christian Gros](#), s'est félicité de voir sortir un projet qui lui tient à cœur, « qui s'inscrit dans une politique territoriale de développement durable et de transition écologique, puisque l'hydrogène participe à la décarbonation locale ».

Autres avantages mis en exergue par Michel Terrisse, maire d'Althen, en charge de l'environnement des Sorgues du Comtat : la diminution du bruit, la réduction des particules fines et du gaz carbonique pour les véhicules qui fonctionneront à l'hydrogène. Pour l'instant, il est surtout question des poids-lourds, des bus, des bennes à ordures et des chariots-élévateurs qui pollueront moins, provoqueront moins de crises d'asthme et de maladies pulmonaires.



Conférence de presse relative au protocole d'accord entre Hynoé et la Communauté de communes Les Sorgues du Comtat.

Du côté de la société Hynoé, basée à Marseille - La Joliette, qui développe des solutions de production d'électricité, elle a déjà une douzaine d'installations photovoltaïques dans le Vaucluse, à Bedoin, l'Isle-sur-la-Sorgue, Cadenet et Monteux pour une puissance de 2,2 mégawatts (soit 1 000 foyers alimentés). Elle emploie 70 salariés et affiche un chiffre d'affaires de 15M€ qui devrait doubler d'ici 2022. [Flavien Pasquet](#), le directeur du développement l'a expliqué : « pour avoir 1kg d'hydrogène, il faut 15 litres d'eau et 60 kW, la moitié de son prix provient du coût de l'électricité ».

En ce qui concerne le protocole qui vient d'être signé, il prévoit une production d'au moins 400kg d'hydrogène/jour d'ici fin 2024, capables d'alimenter quotidiennement une vingtaine de poids-lourds, ce qui évitera l'émission dans l'air de 3000 tonnes de gaz carbonique par an. Selon nos informations, qui ne sont pas encore confirmées, cette station pourrait être implantée à Sorgues, l'une des 5 communes de l'intercommunalité des Sorgues du Comtat avec Althen-des-Paluds, Bédarrides, Pernes-les-Fontaines et Monteux.

Ecrit par le 18 avril 2026

Bertrand Gaume, le préfet de Vaucluse, conclura la séance en insistant sur la fin inéluctable de l'énergie fossile : « C'est une lame de fond. Il faut donc accompagner la transition. Souvenez-vous qu'en été 2019, quand la canicule a atteint 46° ou 47°, la pollution à l'ozone m'a poussé à limiter la circulation et la vitesse des véhicules. Bientôt, pour être autorisé à rouler, il faudra la [vignette « Crit'Air »](#) 1, 2 ou 3 qui concerne 85% du parc vaclusien. Certes, les véhicules électriques coûtent encore cher, mais il y a des primes, des bonus, des aides de l'Etat et on arrive à les amortir en 4 ans environ. » L'investissement initial d'Hynoe est de 4M€.

La Cove veut faire un carton auprès des commerçants

Ecrit par le 18 avril 2026



[La Cove](#) (Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin) vient de lancer une nouvelle expérimentation de collecte des cartons auprès des commerçants de Carpentras.

« Se débarrasser des cartons d'emballage est une problématique pour la plupart des commerçants, surtout dans les centres-villes, explique l'intercommunalité. Aussi, dans la continuité de sa politique en matière de réduction des déchets et son engagement pour faire progresser le recyclage, la Cove a décidé d'expérimenter une collecte spécifique de leurs cartons. »

Ainsi, suite aux derniers ateliers sur la prévention des déchets les 9 et 10 octobre derniers avec la Ville

Ecrit par le 18 avril 2026

de Carpentras et ses commerçants, la mise en place d'une collecte expérimentale a été actée avec un test grandeur nature réalisé dans le cœur de ville le mardi 26 et le jeudi 28 octobre.

A cette occasion, le prestataire [Colis Cycllette](#), un coursier à vélo électrique, a donc mené un essai en conditions réelles afin de déterminer les tonnages hebdomadaires à collecter, de quantifier la durée d'une tournée à vélo, de juger de la pertinence des points de collecte transitoires définis (4 points aux extrémités du cœur de ville) ainsi que d'établir le coût annuel d'une telle prestation afin de la pérenniser ou non.

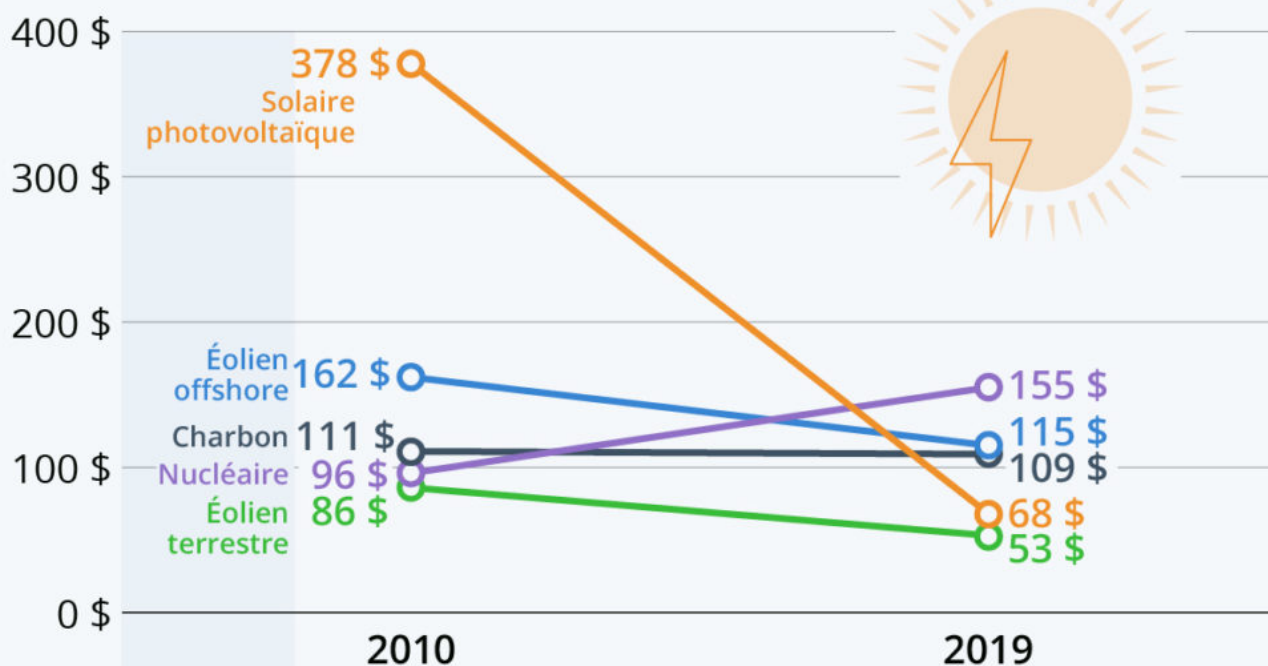
Outre l'aspect environnemental, cette collecte des cartons représente aussi un enjeu financier pour la Cove. En effet, chaque tonne de cartons est valorisée en matière recyclée rachetée 60€/tonne alors que pour incinérer des cartons qui seraient jetés aux ordures ménagères le coût s'élève à 135€/tonne.

Les énergies renouvelables de plus en plus compétitives

Ecrit par le 18 avril 2026

L'énergie verte de plus en plus compétitive

Prix d'un mégawattheure d'électricité, selon la source d'énergie *



* Moyenne mondiale pondérée du coût actualisé de l'électricité (LCOE), sans les subventions.

Source : Our World in Data



Le monde est encore loin de produire toute l'électricité dont il a besoin seulement à partir d'[énergies renouvelables](#), mais les chiffres publiés par Our World in Data révèlent que, en ce qui concerne les coûts, les choses évoluent dans la bonne direction.

En 2010, la production d'un mégawattheure d'[électricité d'origine photovoltaïque](#) coûtait en moyenne

Ecrit par le 18 avril 2026

378 dollars dans le monde. Et ce, sans tenir compte des subventions qui pouvaient être accordées dans certains pays. En 2019, ce coût est tombé à 68 dollars, soit moins cher que le nucléaire et le charbon, et à peine plus cher que l'option la plus rentable étudiée dans ce graphique : l'éolien terrestre. L'énergie éolienne, tant terrestre qu'en mer, a également vu ses coûts diminuer depuis 2010, tandis que le prix du nucléaire a augmenté et que le charbon n'a lui connu qu'une légère baisse.

Comme l'explique [Our World in Data](#), la différence de prix est cruciale pour une adoption accrue et rapide des sources d'énergies renouvelables à l'avenir, et les effets sont déjà visibles : « C'est le prix relatif qui compte dans la décision de construire tel ou tel type de centrale électrique. La baisse du prix des énergies renouvelables a-t-elle pesé sur les décisions au cours des dernières années ? Oui, c'est le cas. L'éolien et le solaire se sont rapidement développés ces dernières années : en 2019, les énergies renouvelables ont représenté 72 % des ajouts totaux de capacité d'énergie dans le monde ».

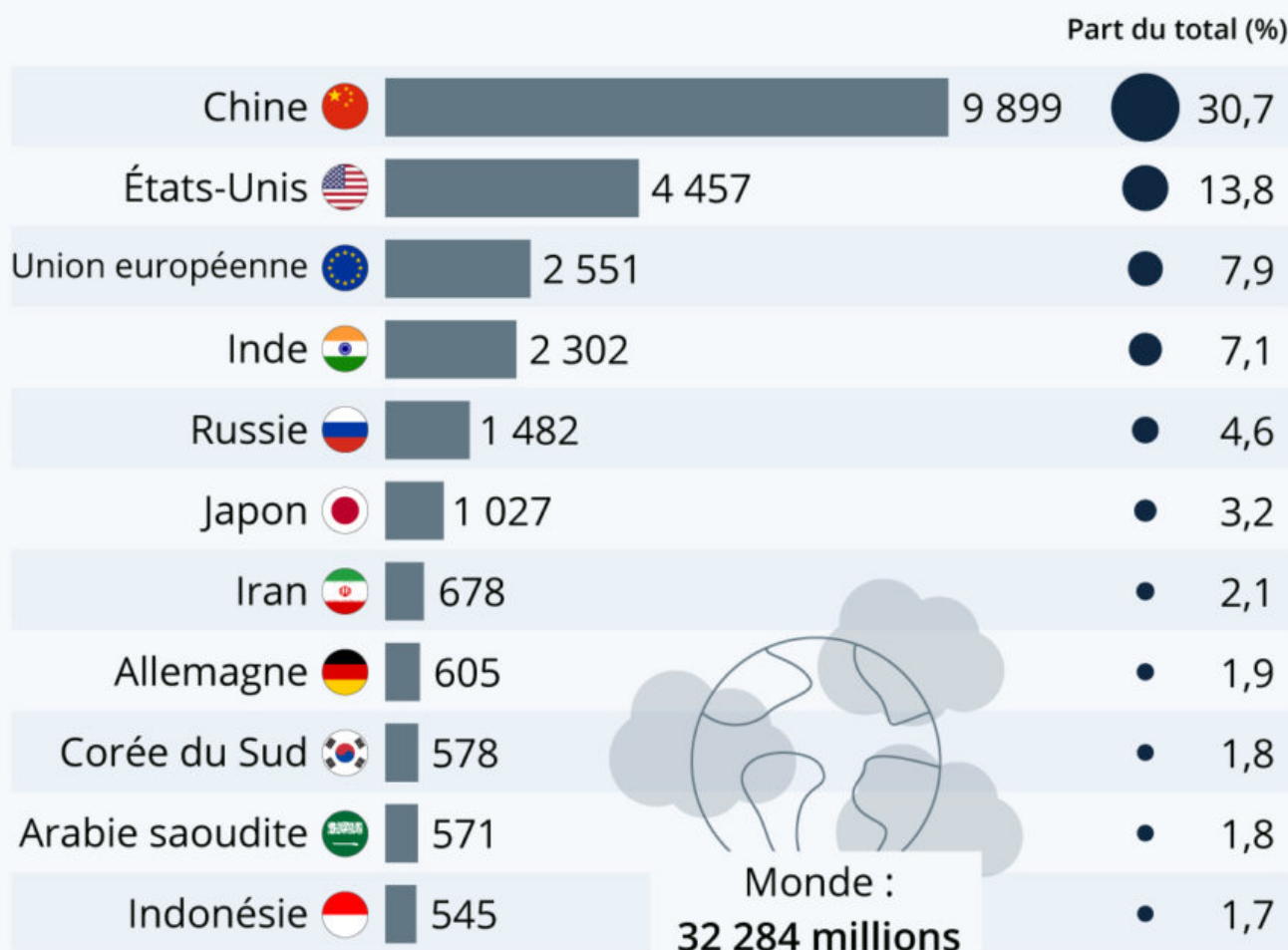
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les plus gros pollueurs du monde

Ecrit par le 18 avril 2026

Les plus gros pollueurs

Classement des pays ou région selon le volume de dioxyde de carbone émis en 2020, en millions de tonnes



Source : BP Statistical Review of World Energy 2021



Ecrit par le 18 avril 2026

L'une des principales causes du [réchauffement climatique](#) lié à l'activité humaine est le rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, dont le dioxyde de carbone est le premier représentant. Et bien que les émissions de CO2 aient [diminué en 2020](#) en raison de la pandémie de coronavirus, il reste encore énormément d'effort à fournir dans cette direction.

L'un des enjeux de la COP26, qui a débuté dimanche à Glasgow, sera justement de définir les [différentes échéances](#) que les pays devront respecter pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Selon le président du sommet, Alok Sharma, cette conférence internationale représente « le dernier et le meilleur espoir » de parvenir à limiter le réchauffement de la planète à +1,5 °C. Pour parvenir à cet objectif ambitieux mais crucial, le Programme des Nations unies pour l'environnement [estime](#) qu'il sera nécessaire de réduire les émissions mondiales de CO2 de 7,6 % par an d'ici à 2030.

Notre infographie montre quels pays ou région ont émis le plus de dioxyde de carbone en 2020, des territoires qui coïncident notamment avec les plus peuplés de la planète. La Chine, qui abrite plus de 1,4 milliard d'habitants (soit un peu plus de 18 % de la population mondiale), a été responsable de 30,7 % des émissions mondiales l'année dernière, avec 9 899 millions de tonnes, selon le [rapport annuel](#) de BP sur l'énergie. Les États-Unis, qui ont réintégré l'[Accord de Paris](#) sur le climat en début d'année après leur retrait en 2020 sous Donald Trump, ont quant à eux rejeté 4 457 millions de tonnes, soit 13,8 % du total. En troisième position, on retrouve l'ensemble des pays de l'UE-27, avec 7,9 % du volume émis en 2020, soit un peu plus que l'Inde (7,1 %).

À noter que le classement des pays selon le niveau d'émissions ramenée à la taille de la population donne un [résultat bien différent](#), l'Inde ayant par exemple une empreinte carbone par habitant bien plus faible que la plupart des autres pays industrialisés.

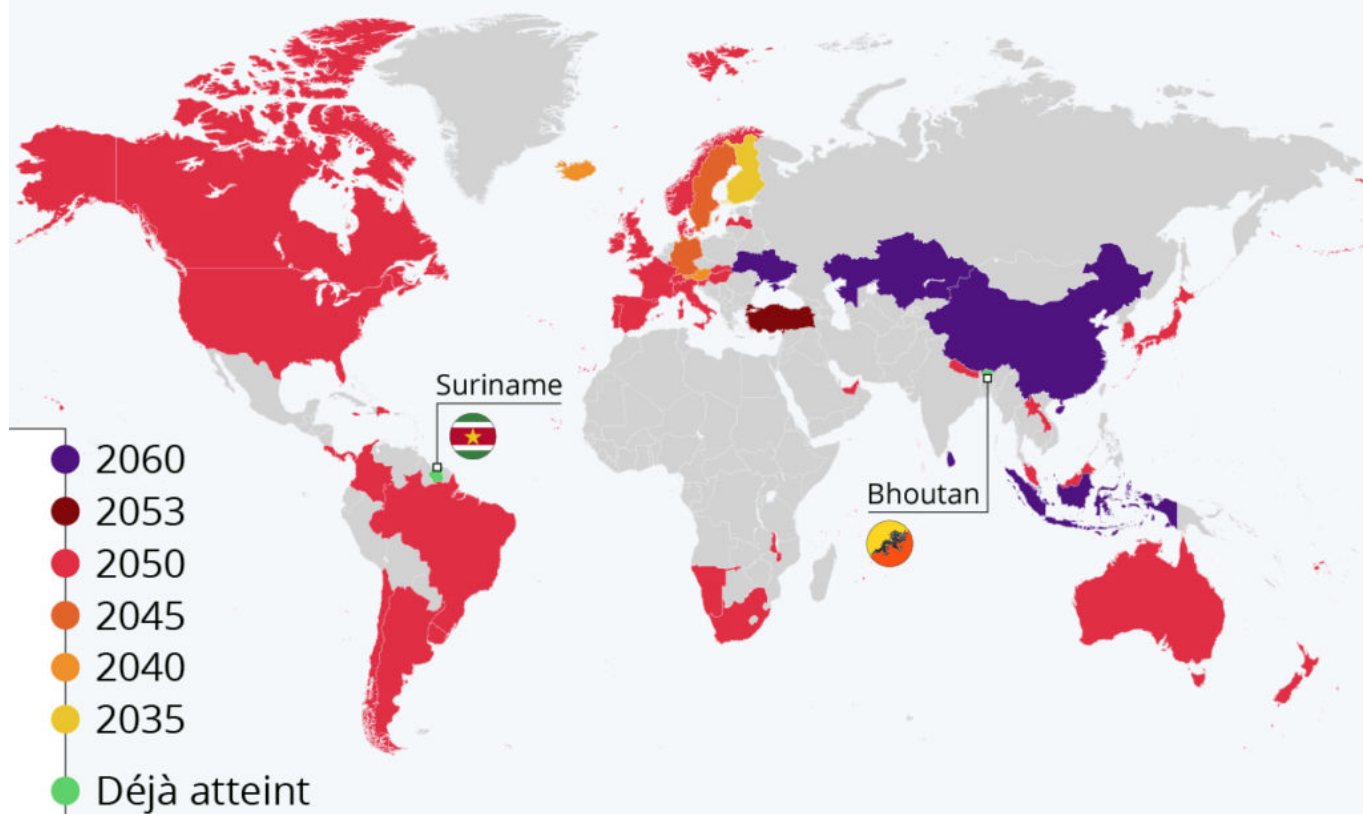
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Le (long) chemin vers la neutralité carbone

Ecrit par le 18 avril 2026

Objectif neutralité carbone

Pays qui se sont engagés via une loi ou document politique à atteindre la neutralité carbone, selon l'année visée



Source : Energy & Climate Intelligence Unit



statista

Sur les 137 pays qui se sont engagés à atteindre la neutralité carbone, seuls 61 ont concrétisé à ce jour leurs engagements par le biais d'une loi ou d'un document politique. Le dernier pays en date à rejoindre les rangs est l'Australie, qui a annoncé viser la neutralité carbone d'ici 2050 quelques jours avant le sommet mondial sur le [climat](#) de Glasgow. Mais le plan présenté par Canberra est déjà critiqué, notamment parce qu'il ne prévoit pas d'inscrire cet objectif dans un texte de loi, mais entend plutôt

Ecrit par le 18 avril 2026

s'appuyer sur les technologies et les consommateurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Parmi les nations qui ont pris des engagements concrets, c'est la Finlande qui mène la course vers l'objectif « zéro carbone ». Elle ambitionne d'atteindre la neutralité carbone dès 2035, après avoir annoncé une mise à jour de sa loi sur le climat en 2019. En Europe, l'Islande, l'Autriche, la Suède et l'Allemagne chercheront à atteindre cet objectif d'ici 2040-2045, tandis que la plupart des autres pays engagés ont fixé 2050 comme objectif, comme la France par exemple.

On note toutefois quelques exceptions notables, comme la [Chine](#), l'Inde et la Russie, qui visent de leur côté 2060 pour être neutres en carbone. Ces trois pays figurent parmi les [cinq principaux émetteurs de CO2](#) dans le monde et seule la Chine a pour le moment présenté un document pour atteindre cet objectif. Même si leur contribution aux émissions mondiales est minime, le Suriname et le Bhoutan sont les deux seuls pays déjà neutres en carbone. Ces pays absorbent en effet plus de CO2 qu'ils en émettent, ce qui s'explique parce qu'ils sont encore relativement peu développés et qu'ils possèdent une couverture forestière dense (93 % de la superficie totale du Suriname par exemple).

Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un élément clé du concept de neutralité carbone, il ne s'agit pas du seul levier dans la lutte contre le changement climatique. Les puits de carbone artificiels ou naturels comme les [forêts tropicales](#) jouent également un rôle important pour atteindre cet objectif. La transition vers une société « zéro carbone » doit ainsi s'envisager dans un cadre holistique, comprenant la poursuite des mesures de préservation des habitats naturels, ainsi que le développement des technologies permettant de réduire les émissions et de retirer le carbone de l'atmosphère.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

L'Ecole du smartphone : un centre inédit en Vaucluse au cœur de l'économie circulaire

Ecrit par le 18 avril 2026



A Morières-lès-Avignon, en plus de reconditionner les téléphones défectueux, 'Mobile store group' transmet son expertise à travers la première 'Ecole du smartphone' de Vaucluse.

Nous voilà loin du pupitre de la COP 21, de la photo de groupe 'tout sourire' et des centaines de micros faisant raisonner la voix des puissances de ce monde. C'est au cœur des territoires que naissent les initiatives les plus palpables. « Tout a commencé il y a plus de 10 ans dans notre garage, en rachetant un site de e-commerce spécialisé dans la vente d'accessoires téléphoniques », se remémore [Tim Boaglio](#) dans son bureau.

Ce dernier forme avec son épouse, [Edwige Boaglio](#), un duo 100% autodidacte au service d'une économie circulaire. Les fondateurs de 'Mobile store group' sont d'ailleurs soutenus par le député [Adrien Morenas](#) dans le cadre de leur candidature au plan France Relance. Les Boaglio sont complémentaires, parfaitement synchronisés, jusqu'à parler en cœur. « Il ne faut pas attendre que tous les feux soient au vert, mieux vaut prendre des risques en tant qu'entrepreneur », conseille Tim Boaglio. Les risques, le duo

Ecrit par le 18 avril 2026

en est coutumier. Rares étaient les banques qui croyaient au marché du reconditionnement au début de l'aventure. Et pourtant.

À peine le dernier modèle de smartphone s'affiche-t-il en rayon que déjà les rumeurs enflent au sujet du prochain bijou technologique. La frénésie de consommation n'épargne personne, à grand renfort de budget publicitaire et d'innovations. Seulement voilà, nos chers gadgets coûtent chers, aussi bien à l'environnement qu'aux ouvriers (dont des enfants) qui extraient le minerai dans des conditions insoutenables. Plus de 50 composants vivent au creux de nos mains : nickel, cuivre, or, argent, cobalt... C'est cette forme de gaspillage à grande échelle des ressources naturelles que les entrepreneurs tentent de réduire en se servant des pièces mêmes de l'ancien smartphone pour lui redonner vie.



Tim Boaglio fait visiter l'atelier de reconditionnement au député de Vaucluse Adrien Morenas

Sur la route de Réalpanier, le siège de 'Mobile store groupe' gravite autour d'une boutique proposant des appareils reconditionnés de toutes marques avec une garantie allant jusqu'à 2 ans : smartphones,

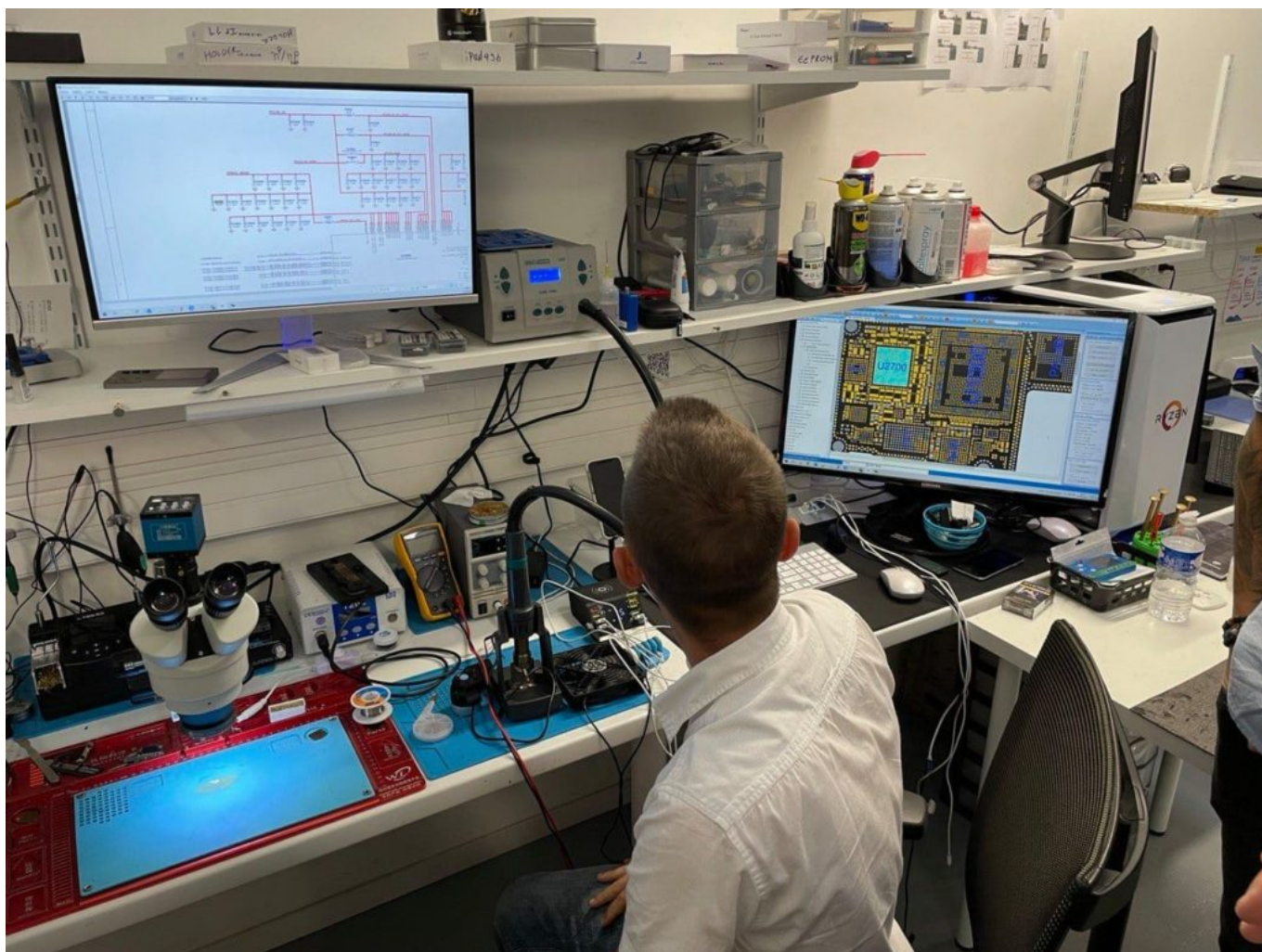
Ecrit par le 18 avril 2026

tablettes et ordinateurs. Au fond, l'atelier dédié aux professionnels s'étale sur plus de 300m² où les 7 collaborateurs s'affairent à réparer les téléphones pour les renvoyer aux grossistes. Ici, la technologie est de pointe et le matériel utilisé est haut de gamme. La livraison du jour est arrivée : 400 téléphones à reconditionner. Dans le prolongement des locaux, une salle fermée laisse entrevoir quelques silhouettes concentrées. Deux apprenants sont en pleine session au sein de l'Ecole de formation lancée il y a deux ans. Une première en Vaucluse.

« On souffre d'un manque de qualification et de main d'œuvre. »

En 2013, après avoir travaillé avec des 'marketplace' diverses, le couple ouvre une [boutique de vente et conseil à l'Isle-sur-la-Sorgue](#) afin de proposer le stock qui dort dans le garage. L'étage est alors dédiée au reconditionnement, « on faisait jusqu'à 300 expéditions par jours avec 4 salariés. » Les entrepreneurs ouvriront par la suite des 'corners' dans plusieurs centres commerciaux qui, faute de main d'œuvre qualifiée, fermeront leur porte. La main d'œuvre : le nerf de la guerre. Tim ira jusqu'au Etats-Unis et en Asie pour se former aux techniques de micro-soudure. « On souffre vraiment d'un manque de connaissance dans le secteur du reconditionnement. Les profils compétents et qualifiés sont très rares, voir inexistants », déplore le chef d'entreprise. Qu'à cela ne tienne, le couple prend le taureau par les cornes et crée son propre centre de formation en 2019.

Ecrit par le 18 avril 2026



Des équipements à la pointe de la technologie permettent de redonner vie aux téléphones.

Une demande exponentielle

La demande grandissante donnera raison à ce projet. « Le problème sur certaines plateformes, ce sont les délais. Les téléphones sont envoyés en Roumanie ou en Chine, vous pouvez vous armer de patience », prévient-il. La demande est telle qu'elle impliquerait de tripler les volumes, impossible au vu du manque de personnel. Des sociétés étrangères, dont une à Miami envoie régulièrement des téléphones à reconditionner à 'Mobile store group' faute de compétence.

A la question de savoir si le duo n'est pas en train de se tirer une balle dans le pied en créant sa propre concurrence, la réponse est non. « Il y a tellement de demandes sur ce marché que de toute façon, les gens iront se former d'une manière ou d'une autre », reconnaît Tim Boaglio. Autant leur transmettre un bagage de connaissances de qualité. L'Ecole du smartphone forme même les réparateurs des grossistes qui envoient les téléphones à reconditionner. Certains leur sous-traitent les tâches qu'ils ne peuvent pas

Ecrit par le 18 avril 2026

faire, jusqu'à être autonomes et indépendants.

Certifié Qualiopi

Deux sessions par mois sont organisées au sein de l'École du smartphone avec 4 apprenants maximum par session. « On privilégie l'accompagnement individuel et la qualité de la formation plutôt que le nombre », souligne Edwige Boaglio. Depuis le début de l'aventure, 50 apprentis ont bénéficié de formations graduées en fonction du niveau : réparation initiale, micro-soudure niveau avancé, micro-soudure expert. Toutes les formations disposent de la [certification Qualiopi](#) qui permet d'être référencé auprès des financeurs publics dont notamment Pôle emploi, les Régions ou les Collectivités. « Nos formations sont approuvées par [Afnor](#) et sont validées par l'Etat pour un financement complet par le CPF ([Compte personnel de formation](#)) », souligne Edwige Boaglio.

Du demandeur d'emploi au professionnel

Les bénéficiaires ? Ils vont des demandeurs d'emploi aux entrepreneurs, en passant par les salariés ou les professionnels. La formation 'créateur' par exemple vise à enseigner les bons gestes, bénéficier d'outils dédiés, détecter une panne, maîtriser des techniques de vente et agencer une boutique. « Certains salariés sont envoyés par leur employeur pour se former à ce nouveau métier. Nous avons aussi déjà reçu une dame à la retraite qui s'est formidablement bien débrouillée. Nous gardons le contact avec nos apprentis, c'est important. »

Les particuliers peuvent aussi bénéficier de conseils avisés. Une communauté d'entraide a vu le jour sur WhatsApp, dans le but de prolonger l'accompagnement des élèves. Après avoir terminé la formation, ils bénéficient de vidéos explicatives pendant un an, ainsi que de conseils en cas de besoin. Par ailleurs, des cours particuliers sur d'autres thématiques sont quelques fois administrés. « Dernièrement nous avons formé des personnes âgées en magasin par exemple. Cela peut porter sur l'utilisation de WhatsApp qui a explosé pendant la crise sanitaire ou la création d'un identifiant Apple pour synchroniser les photos et éviter toute perte si le téléphone tombe en panne », explique Edwige Boaglio.

Ecrit par le 18 avril 2026



Edwige et Tim Boaglio ont plus de 10 ans d'expérience dans la téléphonie. Crédit photo: Linda Mansouri

L'École du smartphone est ainsi affiliée à Pôle emploi pour la mise en relation des profils. Le couple souhaite partager ces bases de connaissances et offrir au plus grand nombre l'opportunité de se former. « Nous croyons fermement dans le potentiel du marché de la réparation et la maintenance. Il ne cesse de grandir mais surtout il est vital pour le respect de notre environnement. Il aide notamment à lutter contre l'obsolescence programmée. Nous vendons des téléphones qui ont sept ans et qui fonctionnent parfaitement », souligne les fondateurs.

La proximité qui change tout

Ce qui fait la différence ? L'expertise de haut niveau, la proximité et la réactivité de la prise en charge. Contrairement à certains géants du net, 'Mobil store group' dépanne le client dans l'heure qui suit si les pièces sont en stock et si la réparation peut se faire rapidement. « C'est ce qui explique que nous sommes

Écrit par le 18 avril 2026

là après 10 ans », explique le chef d'entreprise. « Certains clients atterrissent dans la boutique, complètement désespérés et terminent par « comment aurais-je fait sans votre aide ? ». Une prise en charge et un accompagnement humain dont les consommateurs ont cruellement besoin à l'ère du digital et des 'chatbot'.

« Nous vendons des téléphones qui ont 7 ans et qui fonctionnent parfaitement. »

400 téléphones reconditionnés par semaine

Un réseau fidèle de clients envoie régulièrement des salves de téléphones à reconditionner. Notamment des grossistes internationaux provenant de divers continents dont l'Asie. Ou comment une PME réussit le pari de collaborer avec des mastodontes internationaux pesant des millions. Le pourcentage de réparabilité est remarquable. « Sur 200 pièces, nous en réparons 190. Je précise qu'il s'agit de pièces qui ont été jugées « irréparables » par d'autres réparateurs », souligne Tim.

Une fois conditionnés, les grossistes récupèrent les flottes de téléphones pour les revendre en boutique. 'Mobil store group' envoie également des téléphones au sein de la propre boutique et auprès de quelques clients historiques de son propre réseau. « On a cette expertise, on sait quel composant va lâcher et comment le réparer », explique Tim, qui fort de son équipe, met la main à la pâte à l'approche de Noël.

Ecrit par le 18 avril 2026



Grace à du matériel de pointe, les experts affichent un taux de réparabilité plus que satisfaisant.

Quid de la redevance de copie privée ?

Retour en arrière. Le 1er juin dernier, la commission pour la rémunération de la copie privée a voté un barème spécifique visant à prélever une taxe de 7,20 euros hors taxes auprès des reconditionneurs par appareil doté d'une mémoire de 64 giga. Adoptée par l'Assemblée Nationale le 1^{er} juillet, la mesure sera examinée par le Sénat le 2 novembre. La redevance pour la copie privée est un dispositif permettant de taxer les appareils neufs pouvant stocker des fichiers soumis aux droits d'auteurs et droits voisins. « Ce sera tout simplement destructeur. Cette mesure aura pour seul effet de renforcer la concurrence déloyale vis-à-vis des acteurs internationaux qui eux ne sont pas soumis à la même politique fiscale. On ne sera

Ecrit par le 18 avril 2026

plus compétitifs face à des vendeurs allemands ou chinois par exemple », déplore Tim. Verdict le 2 novembre.

Projets dans les cartons

Les projets fulminent dans l'esprit des entrepreneurs. Le premier porte sur la création de formations plus longues, entre 6 à 8 mois, pour proposer un enseignement encore plus complet. Et pourquoi pas *in fine*, créer un CFA ? Un nouveau site internet est en cours de construction et verra le jour en décembre. Avec la candidature à France relance, les fondateurs espèrent aménager l'atelier pour répondre à la demande grandissante. « Nous souhaitons faire connaître ce métier, agir contre la production des déchets de masse et permettre par la même occasion de maîtriser son budget », ainsi se décline le mantra des Boaglio, toujours prêts à dompter les défaillances à chaque nouveau modèle sur le marché.

Plus d'informations sur l'Ecole du smartphone, [cliquez ici](#). Boutique de l'Isle-sur-la-Sorgue : centre commercial Intermarché. Boutique de [Morières-lès-Avignon](#) : 890 Route de Réalpanier. Plus d'informations sur 'Mobile store group', [cliquez ici](#).

KPMG se mobilise pour la planète

Ecrit par le 18 avril 2026



Une dizaine de collaborateurs de bureau d'expertise-comptable d'Avignon du groupe KPMG viennent de participer à l'opération de ramassage de déchets 'Madd (Make a difference day). Initié chaque 4^e samedi du mois d'octobre depuis 1992, c'est la première fois qu'elle se déroule en Europe. A cette occasion, 7 000 salariés de KPMG France se sont donc mobilisés dans 160 villes de l'Hexagone.

A Avignon, c'est à la Barthelasse, le long du chemin de Halage notamment, que les volontaires du cabinet d'expertise-comptable vauclusien basé à Agroparc ont, sac de toile de jute à la main, collecté déchets et autres bouts de verre. 'Au menu' : canettes en verre ou en métal, bouteilles plastiques, bouts de verre, mégots, emballages divers et même un vélo !

« On ne s'est pas déplacé pour rien, reconnaît François De Lepiney, directeur du bureau de [KPMG Avignon](#). Tout ce que nous avons récolté va être déposé dans une benne à ordures mis à disposition par la Ville d'Avignon en lien avec les associations partenaires. »

Une étape de mobilisation importante

« Cette journée XXL exprime la force de notre engagement en faveur de la planète ; explique pour sa part Marie Guillemot, présidente de KPMG France. Elle encourage chacun de nous, en tant que collaborateur et citoyen, à exercer sa responsabilité environnementale en commençant par des gestes simples. Cette opération à l'échelle nationale démontre l'impact de ces gestes quotidiens démultipliés par une

Ecrit par le 18 avril 2026

mobilisation collective. L'ampleur des défis à relever doit nous conduire à travailler tous ensemble dans une logique d'écosystème. Nous avons à cœur de construire la synergie entre les aspirations individuelles à agir, les engagements de l'entreprise et ceux des associations qui nous accompagnent. Cette journée est une étape de mobilisation importante sur la trajectoire qui doit permettre à KPMG de rejoindre la communauté des entreprises à mission. »

Poursuite de la démarche

Pour poursuivre cette démarche de manière durable, KPMG a fait le choix de donner une seconde vie aux déchets récoltés. En lien avec les collectivités, le cabinet a d'une part confié les déchets aux associations mobilisées sur l'évènement pour qu'elles en assurent le recyclage. KPMG travaillera d'autre part avec un artiste 'upcycling' reconnu pour son travail engagé en faveur de l'écologie. La collection d'art fera l'objet d'une exposition itinérante dans les 220 bureaux de KPMG à travers la France et donnera lieu à une vente caritative en 2022.

Eau : Les agriculteurs vauclusiens ont fait la chasse aux nitrates

Ecrit par le 18 avril 2026



Le préfet coordinateur de bassin Rhône Méditerranée vient de sortir 8 communes vaclusiennes du classement en 'Zone Vulnérable aux nitrates'. Il s'agit de Bollène, Lamotte-du-Rhône, Lapalud, Mondragon, Lagnes, l'Isle-sur-la-Sorgue, Saint-Didier et Saumane. De fait, les agriculteurs de ces territoires ne sont donc plus soumis à [la réglementation 'nitrates'](#).

« Cette nouvelle délimitation prend en compte le travail important fourni par les agriculteurs depuis plusieurs années, se félicite Georgia Lambertin, présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse. Beaucoup d'entre eux se sont engagés vers la certification HVE ou en conversion Bio. Une fois encore, les agriculteurs vaclusiens peuvent être fiers de s'être adaptés aux enjeux sociétaux et environnementaux actuels. En ajustant leur façon de travailler, ils s'engagent dans le développement durable de leurs activités pour exercer leur métier : nourrir la population avec des produits sains et de qualité. Cela nécessite des adaptations et une formation tout au long de la vie. La Chambre d'agriculture est à leur côté et à leur écoute. Tous ces efforts sont payants et je remercie tous les agriculteurs qui se sont engagés pour que cette nouvelle délimitation soit possible. Sachons pérenniser ces acquis. Continuons dans cette dynamique pour une agriculture toujours plus vertueuse, pérenne et résiliente, capable de préserver la qualité de l'eau, un de nos biens les plus précieux. »

Encore 7 communes concernées

Une zone vulnérable délimite un territoire sensible aux pollutions par les nitrates et sur lequel s'applique

Ecrit par le 18 avril 2026

une réglementation particulière pour les exploitants agricoles. C'est la qualité de l'eau et notamment les teneurs en nitrates qui déterminent si une commune ou partie de commune entre dans le classement. En Vaucluse, les eaux souterraines, nappe Miocène et nappe alluviale des plaines du Comtat montrent encore des teneurs en nitrates élevées et 7 communes autour de Carpentras (Aubignan, Carpentras, Loriol-du-Comtat, Mazan, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sarrisans) restent ainsi classées en zone vulnérable. Sur ces territoires, les programmes d'actions nationaux et régionaux actuels continuent de s'appliquer jusqu'à leur révision en 2022.

Une victoire importante pour les agriculteurs

« La sortie du classement en zone vulnérable de 8 communes du département est une victoire importante : grâce au travail de la Chambre d'agriculture et à la rigueur des agriculteurs, nous avons pu influencer sur ce classement, qui représente une réelle contrainte pour les agriculteurs, insiste André Bernard, président de la Chambre régionale d'agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur et ancien président de la chambre vauclusienne. Depuis plus de 20 ans nous travaillons à montrer qu'il y a certaines anomalies dans le classement de communes vauclusienne en zone vulnérable et que l'origine agricole des nitrates n'est pas démontrée. L'origine des contaminations est très probablement partagée avec les nombreuses stations d'épuration et assainissements individuels du territoire. Il est difficile d'imaginer sortir totalement le Vaucluse des zones vulnérables, mais nous nous attacherons à vérifier que les points de contrôles et les analyses sont bien représentatifs du territoire et que l'origine des nitrates est démontrée. J'appelle les agriculteurs des communes concernées à poursuivre leurs efforts pour montrer que l'agriculture sait se remettre en question quand c'est nécessaire. Sur ce secteur le travail effectué ces dernières années par les producteurs hors-sol par exemple est fantastique et les progrès immenses. »

Les éleveurs ovins vauclusiens dénoncent les nouvelles attaques de loups

Ecrit par le 18 avril 2026



Alors que se tient aujourd'hui la 'mobilisation nationale des éleveurs face à la prédation', la Fédération départementale ovine (FDO) de Vaucluse rappelle l'explosion des attaques de loup dans le département et « l'immense détresse des éleveurs, de leur famille et de leurs troupeaux ».

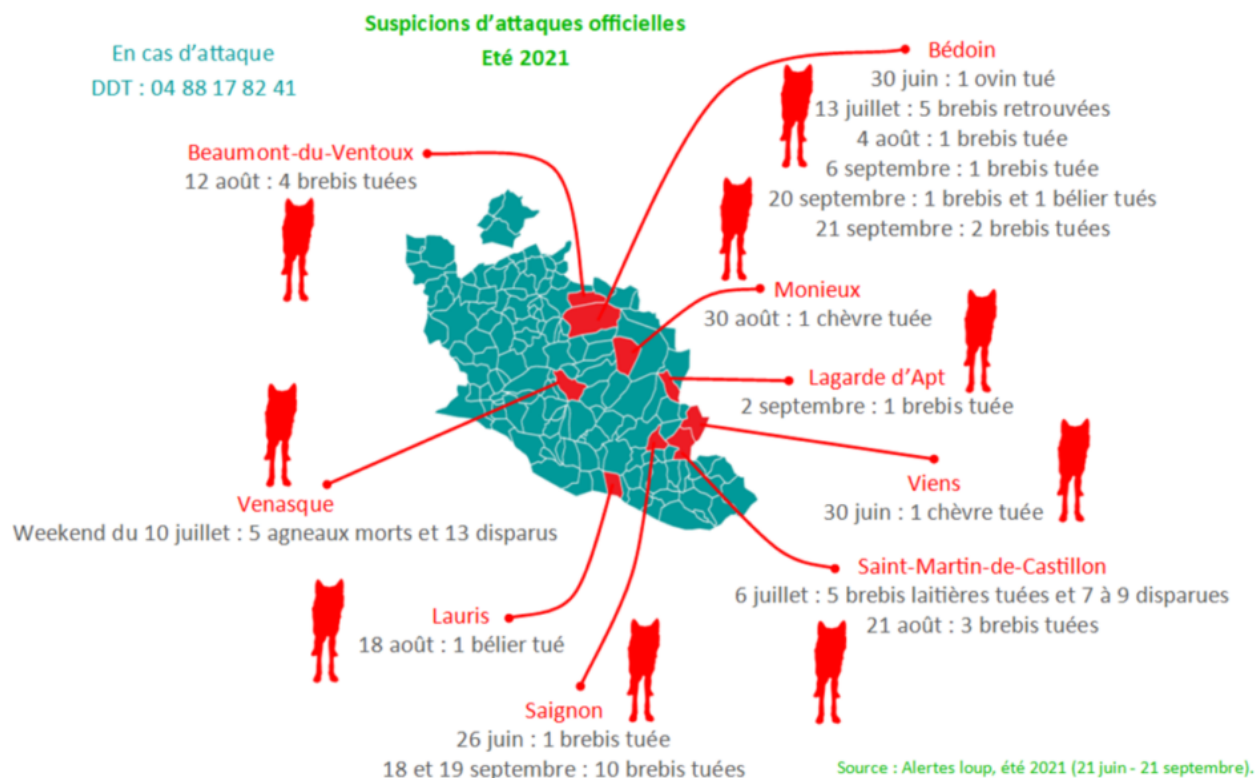
« De quelques attaques il y a une dizaine d'années, 194 moutons ont officiellement été comptabilisés comme victimes en 2020, constate la FDO 84. Si le nombre d'attaques et de victimes n'augmentait que lentement jusqu'il y a quelques années, elles ont quadruplé depuis 2019. La pression actuelle confirme malheureusement la tendance et l'expansion du prédateur en Vaucluse.

Des attaques dans 9 communes cet été

Durant l'été, la Fédération départementale assure que 9 communes vaclusiennes sont suspectées officiellement d'avoir été le théâtre connu des attaques de loup : Beaumont-du-Ventoux, Bédoin, Lagarde

Ecrit par le 18 avril 2026

d'Apt, Lauris, Monieux, Saint-Martin-de-Castillon, Viens, Venasque et Saignon (où [une nouvelle attaque s'est produite les 18 et 19 septembre derniers](#)).



Une population sous-estimée

« Le loup est maintenant bien implanté sur le Mont Ventoux, le Grand Luberon et les Monts de Vaucluse. Cependant, seule la commune de Bédoin est actuellement classifiée comme foyer de prédation. C'est pourtant l'ensemble du département qui est menacé : au premier semestre, c'étaient les communes de Mornas et d'Uchaux le long du Rhône qui étaient attaquées par le loup », insistent les représentants des éleveurs qui regrettent « qu'aux vues des réalités de terrain que la population de loup soit aujourd'hui sous-estimée ».

Aujourd'hui on estime ainsi que 4 à 5 meutes de loup séviraient en Vaucluse, soit près d'une trentaine d'individus.

Un secteur en danger ?

La FDO demande donc que le mode de gestion du loup soit revu au regard de la dynamique réelle de la population. « Il est nécessaire que chaque éleveur puisse protéger ses animaux toute l'année, sur tout le territoire et en toute sécurité - sécurité juridique comprise, en particulier pour l'usage des chiens de protection, demande la Fédération. Sans cela, l'élevage ovin en Vaucluse, pourtant vertueux et plébiscité

Ecrit par le 18 avril 2026

par les consommateurs, disparaîtra. Les conditions de vie personnelle et professionnelle des éleveurs continuent de se dégrader. Ils vivent dans l'angoisse permanente d'une attaque de leurs troupeaux et subissent un traumatisme quand celle-ci survient. Leur santé est profondément et durablement altérée. Les indemnités reçues ne couvrent qu'en partie les préjudices matériels subis, en aucun cas les préjudices moraux supportés. Les éleveurs s'épuisent et les jeunes sont découragés de s'installer. Sans une action rapide des pouvoirs publics pour réguler fermement les populations de loups et un réveil de l'opinion publique, ce sont le pastoralisme, des paysages, un mode de vie, une production de viande de qualité et un terroir qui sont en danger. »

L.G.